

Hocine Belalloufi analyse sur le vif le premier recul du pouvoir en Algérie suite au mouvement populaire des dernières semaines, et la manière dont Bouteflika tente de conserver le contrôle de la situation en proposant une « conférence nationale » dont seront inévitablement exclues les classes populaires et leurs préoccupations, sociales et démocratiques. Il évoque enfin quelques pistes pour approfondir le mouvement.

Hocine Belalloufi vit et travaille à Alger. Journaliste, ancien coordinateur de la rédaction de l'Alger républicain de 2003 à 2008 et militant du Parti Socialiste des Travailleurs (PST), il est également l'auteur de deux ouvrages : La démocratie en Algérie. Réforme ou révolution ? (Apic et Lazhari-Labter, Alger, 2012) et Grand Moyen Orient : guerres ou paix ? (Lazhari-Labter, Alger, 2008).

Les immenses manifestations populaires des vendredis 22 février, 1^{er} et 8 mars 2019 couronnées par une grève générale entamée le 10 mars ont fini par faire reculer le pouvoir.

Le 11 mars, Bouteflika a annoncé par lettre son renoncement à briguer un 5^e mandat, l'annulation de l'élection présidentielle du 18 avril et « *des changements importants au sein du Gouvernement* ». Cette annonce a été suivie de la démission du Premier ministre honni, Ahmed Ouyahia.

Ce recul ne doit pas être banalisé car il acte l'échec d'une tentative de passage en force et constitue de ce fait un indéniable succès politique. Mobilisé et uni, le peuple peut arracher des victoires.

La Conférence nationale de Bouteflika : une manœuvre antidémocratique

Mais Bouteflika tente dans le même temps de reprendre l'initiative politique qui lui échappait depuis le 22 février. Il annonce une sortie de crise par le haut afin de rester illégalement en place après le 18 avril et de garder la main sur l'inéluctable processus de changement afin de sauver son régime libéral autoritaire à façade démocratique. Il cherche ainsi à rééditer l'expérience de 1988 lorsque la transition politique fut entièrement pilotée par les institutions de l'ère du parti unique (Présidence, Gouvernement, Assemblée Populaire Nationale - APN - ...), avec le résultat que l'on sait.

Aujourd'hui, Bouteflika conserve l'APN et le Sénat à majorité FLN [l'ex-parti unique], le Conseil constitutionnel dont il a nommé le Président et toutes les institutions antidémocratiques du régime. Il limoge Ouyahia, mais le remplace par son ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, l'homme qui menaçait le peuple il y a quelques semaines à peine.

Et il entend imposer la forme, le contenu et le rythme du changement à travers un marécage institutionnel. La Conférence nationale qui sera convoquée vise fondamentalement à empêcher le peuple de choisir lui-même son destin. Il veut rassembler, sans mandat du peuple, des « élites » autoproclamées venant des rangs du pouvoir et de l'opposition, flanquées de « personnalités indépendantes » et d'autres notables afin de noyer les quelques voix indépendantes restantes pour adopter, en circuit fermé, un projet de Constitution que le peuple, pourtant unique véritable souverain, n'aura qu'à ratifier. Toute cette procédure devrait de surcroît durer plus de deux années...

Inaudibles depuis trois semaines, les partis de la coalition présidentielle (FLN, RND, MPA, TAJ) ont timidement exprimé leur soutien à l'initiative de Bouteflika. Dans le but de rallier l'opposition ultralibérale qui se prononce pour elle aussi pour une Conférence nationale, le Président lui fait

miroiter la perspective alléchante de « réformes économiques ».

Trop peu et trop tard, car le peuple exige un vrai changement politique

La promesse de changement de Bouteflika arrive trop tard et s'avère trop limitée. Il ne s'agit plus de replâtrer le régime, mais de le changer. Le peuple algérien s'est exprimé. Il ne veut pas que Bouteflika reste en place et refuse le maintien des hommes et des institutions actuelles. Les couches populaires rejettent majoritairement sa politique antisociale et antinationale qui enrichit une poignée d'oligarques et d'importateurs, favorise le pillage des richesses nationales par les multinationales et plonge dans la misère les travailleurs et les couches populaires. Cette politique offre pour uniques horizons à la jeunesse populaire le chômage et la précarité, la drogue, le fond de la Méditerranée ou un exil incertain dans une Europe en crise. Aussi cette politique ne peut être imposée que de façon antidémocratique.

Voilà pourquoi les manifestations ont continué au lendemain même de l'annonce de Bouteflika, le président qui communique avec son peuple exclusivement par lettre. Les manifestants refusent le prolongement du quatrième mandat au-delà du 18 avril et réclament le départ de Bouteflika. La grève générale déclenchée le 10 mars se maintient alors qu'un processus de réappropriation de l'UGTA par ses adhérents et ses structures de base est enclenché. Les partis politiques de gauche ont tous refusé d'adhérer à l'initiative présidentielle.

Tout indique que le peuple réinvestira massivement la rue le 15 mars pour crier son refus des manœuvres du pouvoir et maintenir son exigence d'un véritable changement politique. Signe des temps, l'opposition ultralibérale elle-même a refusé le deal de Bouteflika bien qu'elle ne soit pas acquise majoritairement au mot d'ordre d'Assemblée constituante.

Conférence nationale ou Assemblée constituante souveraine

Face à la manœuvre de Bouteflika qui entend ravir l'initiative politique au *Hirak* (mouvement) et enterrer ce dernier dans les murs d'une enceinte fermée appelée Conférence nationale, l'unique solution démocratique consiste à redonner la parole au peuple, non pour qu'il se prononce par un « oui » ou un « non » lors d'un référendum mais pour qu'il décide, à la suite d'un débat populaire, de l'élection à la proportionnelle intégrale d'une Assemblée constituante souveraine. Une Assemblée chargée de rédiger un projet de Constitution, de satisfaire immédiatement les revendications sociales des masses populaires et de préserver les intérêts de la nation face aux oligarques et à l'impérialisme.

Les mots d'ordre scandés par les manifestants sont particulièrement clairs à l'endroit des puissances impérialistes. Ils expriment un refus clair des ingérences impérialistes, que celles-ci se manifestent sous la forme d'un soutien à Bouteflika (France) ou d'un soutien hypocrite au mouvement (Washington).

Poursuivre le mouvement et indiquer une perspective politique populaire

Aujourd'hui, tout le monde est conscient du piège tendu par Bouteflika. La manifestation du 15 mars constituera un test décisif pour exprimer le refus de cette énième manœuvre du pouvoir. Voilà pourquoi les forces politiques et sociales, toutes tendances confondues, préparent cette mobilisation afin qu'elle soit la plus massive et combative possible.

La protestation populaire a plus que jamais besoin d'unité. Mais les forces politiques (PT, FFS, PST...) et sociales (syndicats, mouvements et associations...) qui, en son sein, luttent à la fois pour la défense de la souveraineté nationale face à l'impérialisme et pour la souveraineté populaire et la justice sociale face à l'autoritarisme et aux politiques libérales doivent urgemment converger pour constituer un pôle conséquent qui garantira que le mouvement ne soit pas dévoyé et amené sur une voie de garage. Tôt ou tard, en effet, les classes et fractions de classes dominantes, qu'elles soutiennent le pouvoir ou l'opposition, trouveront un terrain d'entente, passeront un compromis pour défendre leurs intérêts et empêcher les classes populaires, avec à leur tête les travailleurs, d'offrir une perspective démocratique, mais aussi sociale (antilibérale) et nationale (anti-impérialiste).

Le pôle populaire, qu'il s'agit de construire dans une situation de méfiance généralisée à l'égard des partis, doit pouvoir se constituer pour :

- accroître la pression sur le pouvoir en amplifiant la mobilisation, l'auto-organisation populaire et la grève générale,
- dénoncer la Conférence nationale qui vise à replâtrer le régime et lui opposer le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine,
- encourager le processus fondamental de réappropriation de l'UGTA ainsi que le processus d'auto-organisation des citoyens (étudiants, avocats, juges, journalistes...),
- propager l'idée de constitution d'un Front syndical rassemblant les militants d'une UGTA rénovée et ceux des syndicats autonomes combattifs afin que la classe des travailleurs joue un rôle politique central dans la mobilisation,
- se mobiliser massivement tous les vendredis dans toutes les wilayas du pays,
- faire barrage aux ingérences impérialistes, quelle que soit la forme sous laquelle elles se présentent : soutien du gouvernement français à Bouteflika ou soutien des USA au mouvement. Le peuple algérien n'a pas besoin du soutien hypocrite et empoisonné de Washington.

Alger, le 13 mars 2019.